

(par opposition à entretenir des pourparlers) avec Moscou. On soutient que la technologie militaire des États-Unis est supérieure à celle de l'URSS, que, dans l'avenir prévisible, l'économie soviétique continuera d'être en butte à d'insurmontables difficultés, et que l'Union soviétique est un régime expansionniste dont les méthodes sont celles de la principauté moscovite du XV^e siècle. On en conclut à l'impossibilité d'un véritable règlement avec Moscou, et les accords de maîtrise des armements créent un sentiment de sécurité illusoire et donnent faussement à penser que le désarmement nucléaire est possible.

Dans cette perspective, les stratégies soviétiques ont devant eux une tâche formidable: amener les Américains à reconnaître l'utilité de l'interdiction permanente des essais et à inciter les Chinois à modifier leur pensée, ce qui faciliterait leur entrée dans le débat sur le désarmement. La déclaration de novembre 1977 de M. Brejnev n'avait donc guère à voir avec les ENP mais beaucoup plus avec les relations étrangères de l'URSS avec les États-Unis et la Chine. Dans la diplomatie soviétique du désarmement, l'établissement d'un lien entre les États-Unis et la Chine repose sur l'hypothèse que la clé d'un changement d'orientation de la politique étrangère de Pékin est d'amener les Américains à épouser l'idée de l'interdiction totale puis d'entraîner la Chine dans leur sillage. Cette démarche s'expliquerait par le fait que, d'après Moscou, le principal problème de la Chine est d'ordre interne. En effet, jusqu'à ce que la lutte pour le pouvoir en Chine ait été réglée, le pays doit invoquer une menace extérieure pour justifier l'orientation actuelle de sa politique étrangère et militaire. Pour les experts soviétiques, l'identité du dirigeant n'importe pas, pourvu qu'il soit puissant et capable d'amener la Chine à participer aux débats sur la sécurité internationale. Lorsque la structure du pouvoir en Chine sera fermement établie, les Chinois commenceront à penser à leurs intérêts nationaux et, dans cette perspective, les relations sino-soviétiques ne sont pas irrémédiablement vouées à l'hostilité. Mais la route sera vraisemblablement longue. Militairement, l'Union Soviétique peut négliger la Chine, mais comme elle a la capacité de nuire politiquement, un accommodement s'impose. Une façon de le réaliser serait d'encourager les dirigeants chinois à indiquer qu'ils sont disposés à se joindre au débat sur l'IAE lorsque leur technologie militaire et la structure de leurs forces auront atteint un certain niveau de développement.

La diplomatie soviétique du désarmement ne s'en remet pas uniquement à

l'aide américaine. Les relations de l'URSS avec le Tiers monde ne manquent pas d'utilité. C'est à la fois une chance et un danger pour la Chine que de mettre fin à sa réclusion en matière de politique de sécurité internationale en participant à la diplomatie du désarmement international. Certes, son soutien au désarmement recevrait la faveur du Tiers monde, mais elle risquerait de perdre ainsi l'occasion de se militariser rapidement et de mériter un fauteuil à la table des superpuissances et, par là, de réaliser son potentiel comme troisième artisan de la politique de la sécurité internationale. Jusqu'à un certain point, la Chine perdrait sur un tableau ce qu'elle gagnerait sur l'autre car, élevée au rang de superpuissance, elle risquerait fort de perdre son audience dans le Tiers monde. Aujourd'hui, la Chine peut encore brouiller les cartes car elle vient de faire son entrée à l'ONU et elle a besoin de temps pour façonner sa diplomatie et apporter sa contribution au débat. Mais une fois qu'elle aura fait ses armes et que sa présence à l'ONU aura perdu de sa nouveauté, le moment viendra où elle devra appuyer les positions du Tiers monde sur le désarmement face aux États dotés de l'arme nucléaire. La question se pose dorénavant en termes pratiques, parce que les pays du Tiers monde ont finalement appris à collaborer et à faire des compromis pour créer un front commun contre les États dotés de l'arme nucléaire. A preuve, leur conduite à la session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement et dans les conférences internationales. A la session extraordinaire, le sujet a été débattu à l'échelon le plus élevé et les pressions du Tiers monde sur les États dotés de l'arme nucléaire se sont intensifiées. La session a donné beaucoup d'ampleur à la question du désarmement dans le cadre de la diplomatie onusienne et il est probable qu'une session semblable aura lieu en 1981-1982. Les États nucléaires devront alors expliquer à nouveau ce qu'ils ont fait pour le désarmement. Et comme la Chine a elle aussi signé le document final qui souligne l'importance de la maîtrise de la prolifération verticale, elle pourrait bien se retrouver dans l'autre camp.

Il est cependant possible que le changement de position des Soviétiques à l'égard des ENP en novembre 1977 ne modifie en rien la situation, car l'Administration Carter n'a pas encore arrêté les principes essentiels du débat sur la sécurité et la politique étrangère. D'aucune soutiennent que les États-Unis, à l'instar de l'Europe occidentale et du Japon, devraient intensifier leurs activités normales du temps de paix ainsi que leurs échanges économiques